

Table des matières

Introduction	7
Marc NIHOUL	
Le champ d'application personnel de la loi	11
Marc NIHOUL	
Section 1. Le champ d'application personnel en général	12
Section 2. Le champ d'application personnel en matière publique	17
Conclusion	26
L'élément moral nécessaire à la condamnation pénale de la personne morale	29
Nathalie COLETTE-BASECQZ	
Section 1. Une logique anthropomorphique	31
Section 2. Rappel des conditions de la responsabilité pénale des personnes morales	33
Section 3. Les causes de non-imputabilité morale applicables à la personne morale	35
Section 4. La recherche d'un élément moral propre à la personne morale	37
Section 5. Le concours de responsabilités de la personne morale et de la personne physique	45
A. Les conditions du concours de responsabilités	46
B. Les infractions commises sciemment et volontairement	48
C. Les infractions commises par imprudence	51
D. Les enjeux de la poursuite concomitante de la personne morale et de la personne physique	57
Conclusions	59
ANTHEMIS	187

Responsabilité pénale des personnes morales : expériences pratiques des auditorats	61
Nathalie HAUTENNE	
Section 1. Contexte, objet et méthode	61
Section 2. Choix de la personne à poursuivre	63
Section 3. Désignation d'un mandataire <i>ad hoc</i>	65
Section 4. Pratiques en cas de faillite	66
Section 5. Cumul de responsabilité	67
Section 6. Appréciation et critiques	68
Conclusion	68
Responsabilité pénale des personnes morales et accidents du travail	71
François LAGASSE	
Section 1. Un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles qui permet de rappeler les principes gouvernant la matière	71
A. Le cas analysé	71
B. La procédure	72
C. La décision de la cour	73
Section 2. Le jugement rendu le 22 février 2010 par le Tribunal de première instance de Tournai et l'arrêt rendu le 28 juin 2011 par la Cour d'appel de Mons	74
A. Introduction	74
B. Le jugement originaire	74
C. L'arrêt d'appel	79
Section 3. Un accident du travail mortel particulièrement horrible (étranglement par un harnais de sécurité) survenu dans l'arrondissement judiciaire d'Eupen	88
A. Les préventions	88
B. Les faits	88
C. Les poursuites	89
D. Le jugement du tribunal correctionnel	89
E. L'arrêt de la cour	89
F. Commentaire en droit	90
Section 4. Un cas exceptionnel : l'accident ferroviaire de Pécrot	92
A. Faits et antécédents de procédure	92
B. Le jugement	94
C. Analyse en droit	95

Section 5. Un jugement intéressant rendu par le Tribunal correctionnel d'Arlon	95
A. Faits et antécédents de procédure	95
B. Les poursuites pénales	96
C. Le jugement	98
Conclusion	99

La responsabilité pénale des personnes morales en cas d'infractions environnementales et économiques

Illustrations : quelques cas pratiques Patrick CAROLUS	101
Introduction	101
Section 1. Les enseignements de la jurisprudence en matière d'infractions d'environnement	102
Section 2. Les enseignements de la jurisprudence en matière d'infractions économiques	111
Conclusion	115

Le mandataire *ad hoc*

Les attentes du législateur confrontées aux enjeux de la pratique Marc PREUMONT	117
Section 1. Les attentes du législateur	117
A. Une attente simple : éviter les conflits d'intérêts	117
B. Évolution du texte de l'article 2 <i>bis</i> de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procé- dure pénale au cours des travaux parlementaires	118
C. Insuffisances et carences du texte : questions non résolues	119
D. Un travail bâclé ? Rapide en tout cas...	120
Section 2. Les enjeux de la pratique	120
A. Qui désigne le mandataire <i>ad hoc</i> ?	121
B. La désignation du mandataire <i>ad hoc</i> : obligatoire ou facul- tative ?	124
C. Qui peut être désigné comme mandataire <i>ad hoc</i> ? – Rôle et pouvoirs de celui-ci	130
D. Lorsque la désignation du mandataire <i>ad hoc</i> a lieu sur requête, qui peut déposer celle-ci ?	134
E. Questions de procédure – Droits de la défense	135
F. La rémunération du mandataire <i>ad hoc</i>	136

Conclusions	137
-------------	-----

Vers une réforme de la responsabilité pénale des personnes morales ? 141

Eric DE FORMANOIR

Section 1. Les personnes morales pénalement responsables	141
A. Les personnes morales concernées : « toute personne morale »	141
B. Les entités assimilées à des personnes morales	142
C. Les personnes de droit public qui sont exclues	145
Section 2. Les infractions concernées	157
A. Toutes les infractions	157
B. Les trois critères légaux d'imputabilité matérielle d'un fait à la personne morale	158
C. Propositions de loi réformant les règles d'imputabilité matérielle	160
Section 3. Le cumul éventuel de la responsabilité pénale de la personne morale et de la responsabilité pénale de la personne physique	162
A. Critique de forme : un texte légal critiqué pour son manque de clarté et sa mauvaise rédaction	162
B. Donner un sens à l'article 5, al. 2, du Code pénal	164
C. Critique de fond : le principe du décumul ou le pouvoir laissé au juge d'apprécier qui de la personne physique ou morale a commis la faute la plus grave	170
D. Propositions de supprimer le deuxième alinéa de l'article 5 du Code pénal	172
Section 4. Les peines applicables à la personne morale	175
A. L'amende	175
B. Les autres peines	177
Section 5. La désignation d'un mandataire <i>ad hoc</i>	179
A. Le mandataire <i>ad hoc</i> selon la loi du 4 mai 1999	179
B. Réforme du régime du mandataire <i>ad hoc</i> proposée par le projet de loi du 19 février 2007	180
Section 6. Conclusion	182
A. Corrections de forme	183
B. Aménagements concernant les peines et le mandataire <i>ad hoc</i>	183
C. Révisions plus fondamentales	184